

LETTRE OUVERTE

A Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75 008 - Paris

Paris, le 5 octobre 2009

Objet : Observations du 22 juin 2009
du Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU à la France

Monsieur le Président,

Le 26 mai dernier le Comité des droits de l'enfant de l'ONU chargé de veiller à l'application de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant (CIDE) examinait les troisième et quatrième rapports de la France. Madame MORANO, secrétaire d'Etat chargée de la famille, à la tête d'une importante délégation française, a répondu ce jour-là aux questions que ce rapport suscitait. Le 12 juin le Comité adoptait ses Observations et Recommandations finales qui ont été adressées à l'Etat français le 22 juin 2009¹.

Plusieurs ONG françaises parmi nous assistaient à cette audition après avoir été spécialement interrogées par le Comité le 4 février 2009 à la suite des rapports alternatifs qu'elles avaient remis au Comité².

Dans l'esprit et la lettre de la CIDE elle-même (art. 42 et suivants), et dans la perspective du 20 novembre 2009 qui marquera le 20^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention, il nous paraît nécessaire de vous demander, en qualité de Président de la République garant du respect des traités internationaux ratifiés par la France, quelles suites l'Etat entend donner aux Observations et Recommandations du Comité de l'ONU pour veiller au respect de la CIDE en France et par la France, à commencer par leur publication officielle par le gouvernement.

L'actualité récente du dépôt au Sénat du projet de loi relatif au Défenseur des droits et les nombreuses réactions qu'il suscite parmi les associations de défense des droits de l'enfant nous amènent à attirer tout particulièrement votre attention, dans ces observations, sur le renforcement des missions et moyens du Défenseur des enfants - ainsi que des autres autorités administratives indépendantes contribuant au respect des droits des enfants - que préconise le Comité³.

Nous sollicitons votre haute autorité pour donner une impulsion décisive aux pouvoirs publics afin que la parole de notre pays soit tenue et le sort des enfants de France soit amélioré. C'est en ce sens que plusieurs de nos organisations ont déjà interpellé le gouvernement dans un communiqué commun⁴ le 14 mai dernier à la veille de l'audition de la France. Cette impulsion pourrait consister en la mise en place d'un groupe de travail interministériel avec les associations et institutions

¹Observations finales jointes en annexe pour mémoire

² Rapports disponibles sur http://www.dei-france.org/rapports/2008/index_rapport2008.html

³ Cf paragraphes 16 et 17 des observations finales jointes

⁴ Cf http://www.dei-france.org/lettres_divers/2009/com-conjoint-14-05-2009.pdf

concernées qui serait chargé d'examiner les conditions de mise en œuvre des observations du Comité des Droits de l'Enfant d'ici au prochain examen périodique de la France dans 5 ans.

Nous pensons ainsi contribuer à ce que les droits des enfants, tant à la protection qu'à l'expression et à la participation, soient encore mieux pris en compte dans et par notre pays, dans l'intérêt particulier de tous les enfants et de la société en général, dès aujourd'hui et pour demain. Nous souhaitons aussi que par cette démarche la France tienne d'autant mieux ses engagements internationaux, tout spécialement vis à vis de l'ONU.

Nous vous remercions de vos réponses et vous assurons, Monsieur le Président, de notre haute considération.

Organisations signataires :

Association d'Accueil pour les médecins et Personnels de santé Réfugiés en France **APSR**

Association Française Janusz Korczak : **AFJK**

Association Française des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille : **AFMJF**

Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes : **ANACEJ**

Association Nationale des Directeurs de l'Education des Villes de France : **ANDEV**

ATD Quart Monde France

Collectif national Droits de l'Homme **Romeurope :**

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASFR** (Association de Solidarité avec les Familles Roumaines) – **CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat) – **FNASAT-Gens du voyage** – **CCFD** (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – **Hors la Rue** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **Liens Tsiganes** – **MDM** (Médecins du Monde) – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **Mouvement catholique des gens du voyage** – **PARADA** – **PROCOM** – **Rencontres tsiganes** – **RomActions** – **Réseau de solidarité avec les Roms de St Etienne** – **Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44** – **URAVIF** (Union régionale des associations voyageurs d'Ile-de-France)

Et les Comités de soutien de Montreuil, du Nord-ouest parisien, de St Michel-sur-Orge, de Meudon, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie et le Collectif des sans papiers de Melun

Collectif National de Résistance à Base Elèves : **CNRBE**

Conseil Français des Associations de Défense des droits de l'Enfant : **COFRADE**

Coordination des Actions pour le Droit à la connaissance des Origines **CADCO**

Coordination française pour la décennie

Défense des Enfants International-France : **DEI-France**

Eclaireuses Eclaireurs de France : **EEDF**

Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des écoles publiques : **FCPE**

Fédération **Léo Lagrange**

Fédération Nationale des Associations de Rééducateurs de l'Education Nationale : **FNAREN**

Le Fil d'Ariane France

FRANCAS

France Terre d'Asile

Hors La Rue

Institut Coopératif de l'Ecole Moderne : **ICEM Pédagogie Freinet**

Ligue des Droits de l'Homme : **LDH**

Médecins du Monde **MdM**

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples **MRAP**

Office Central de coopération à l'Ecole : **OCCE**

Fédération des syndicats généraux de l'Éducation nationale **SGEN CFTD**

Secours Catholique

Solidarité Laïque

Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC : **SNUipp**

Vision du Monde : World Vision-France